et ceux — dont je suis — qui, en conscience, la souhaitent, mais qui estiment que cette décision de principe ne peut être prise sans que, dans le même temps, soient déterminées ou du moins clairement annoncées les mesures qui s'imposent sans délai en contrepartie.

En maintenant votre position, vous donneriez des arguments supplémentaires à ceux qui, aujourd'hui, sont inconditionnellement contre l'abrogation de la peine de mort pour des motifs parfaitement nobles de protection des citoyens et de la société et vous leur refuseriez toute possibilité d'évoluer.

Pour toutes ces raisons, l'amendement n° 28 que je présente a d'autant plus de poids qu'il est le fruit d'une réflexion commune de quelques-uns d'entre nous qui, à titre personnel, et bien que représentant les trois grands courants de sensibilité à l'égard de la peine de mort, se sont accordés pour faire primer, en tout état de cause, la sécurité des Français.

Notre amendement comporte quatre alinéas.

Nous affirmons dans le premier que l'abrogation de la peine de mort entraîne la révision de l'échelle des peines et des conditions de leur exécution dans le cadre d'une réforme du code pénal et du code de procédure pénale. Cette réforme en profondeur exige étude, réflexion, concertation, confrontation, ce qui suppose des délais que nous souhaitons les plus brefs possibles.

En attendant cette réforme, la loi doit, dans un laps de temps très court, c'est-à-dire « avant le 31 mars 1982 », fixer de « nouvelles modalités d'exécution des peines ». Tel est l'objet du deuxième alinéa.

La loi « Sécurité et liberté » dont on nous annonce la réforme, la refonte, ou l'abrogation devra être remplacée par quelque chose qui, je l'imagine, ne sera pas très éloigné des dispositions de la loi dont j'ai été le rapporteur. Ce texte pourrait donner l'occasion de régler le problème essentiel des conditions d'exécution des peines, en attendant la réforme du code pénal et du code de procédure pénale.

Enfin, les alinéas 3 et 4 traitent de la période transitoire.

D'une part, ils portent à vingt ans la période de sûreté qui est laissée à la décision de la juridiction saisie pour les crimes jusque-là passibles de la peine de mort. Vous me répondrez sans doute que cette période est actuellement de dix-huit ans. Pourquoi choisir vingt ans ? Pour une question de principe.

D'autre part, ils fixent à vingt ans la période obligatoire de sûreté pour les récidivistes ayant commis des crimes de sang.

Inutile d'insister davantage. Vous me direz sans doute que vous avez pris des engagements. En un tel domaine, il est indispensable que la loi en fasse clairement état. Je ne reprendrai donc pas la parole si d'éventuelles discussions s'engageaient sur cet amendement, discussions qui ne pourraient être que secondaires et en dénaturer la portée.

M. Jacques Toubon et M. Claude-Gérard Marcus. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 28 et défendre l'amendement n° 6, deuxième rectification.

M. Raymond Forni, président de la commission, rapporteur. Certains de mes collègues du groupe socialiste et moi-même avons déposé un amendement dans lequel nous reprenons à notre compte les engagements que le Gouvernement a pris lors de la discussion générale.

Nous désirons préciser clairement dans la loi que la loi portant réforme du code pénal apportera aux règles d'exécution des peines les modifications rendues nécessaires par la disparition de la peine de mort. Nous sommes persuadés que l'échelle des peines doit être revue, mais nous entendons, comme la commission de réforme du code pénal, ne pas dissocier cette nouvelle hiérarchie de la réforme d'ensemble de notre code qui est quelque peu dépassé sur certains points.

Au fond, monsieur Aubert, nos propositions ne sont pas si éloignées. Vous reprenez ma proposition sous une forme quelque peu différente en précisant une date.

Il me paraît cependant néfaste pour le travail parlementaire et, de manière plus générale, pour la collaboration qui doit s'instaurer, tout à fait légitimement, entre le Gouvernement et le Parlement d'inscrire dans un texte qu'une loi ultérieure, qui sera votée à telle date, fixera des conditions résultant du texte en discussion.

Le Gouvernement doit s'engager. Je l'ai d'ailleurs sollicité dans ce sens, monsieur Aubert. Le groupe majoritaire souhaite, grâce à la collaboration du pouvoir législatif et du pouvoir

exécutif, l'Assemblée examine, avant la fin de 1982, une réforme d'ensemble. J'invite le Gouvernement à prendre de tels engagements dans sa réponse.

Par ailleurs, votre amendement, contrairement au mien, traite du problème de la peine de sûreté, que vous proposez de fixer à vingt ans.

L'opinion publique ignore le plus souvent que la loi de 1978 a fixé cette peine à quinze ans, qu'elle a donné aux juridictions la possibilité de la porter à dix-huit ans et, exceptionnellement, de la réduire en fonction du comportement de l'homme.

Quelle différence y a-t-il, monsieur Aubert, entre quinze et vingt ans ? Cinq ans, me répondrez-vous. Estimez-vous que ces cinq années supplémentaires sont suffisantes pour faire disparaître l'éventuelle « dangerosité » de l'homme ?

Je suis persuadé que vous êtes convaincu comme moi-même — M. Marette le rappelait très justement — que des individus, en nombre limité, sont très difficiles à réinsérer dans la vie sociale. M. le garde des sceaux a été clair à ce sujet. Des contacts, des auditions doivent nous permettre de nous faire une idée plus précise sur ces marginaux qui, à l'intérieur de la société, posent un énorme problème à la justice de notre pays.

Si cette unique différence nous sépare, je suis sûr que vous n'aurez aucun mal à faire un pas pour nous rejoindre. Aussi, après avoir entendu les explications du Gouvernement, je vous demande, comme l'a souhaité M. Séguin, de vous associer à notre amendement n° 6, deuxième rectification.

Quant à l'amendement n° 28, que la commission n'a pas examiné dans sa forme actuelle car il ne mentionnait pas de délai, elle l'a repoussé dans un souci de synthèse afin de se rallier à la position du rapporteur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. J'ai déjà exprimé la position du Gouvernement, mais je la rappelle volontiers clairement et avec précision.

Il n'existe pas de divergences de point de vue réel entre l'amendement n° 28, l'amendement n° 6, deuxième rectification, et la position du Gouvernement.

La suppression de la peine de mort aura des conséquences sur l'échelle des peines. Une question, qui s'inscrit également dans le domaine du droit pénal, se pose aussi quant à la période de sûreté, à son régime, à sa durée. Mais un problème me paraît encore plus urgent à régler s'agissant des périodes de sûreté qui affectent les condamnés. L'Assemblée mesure l'importance des dispositions en question, car elles concernent les autorités qui auront pour mission d'assurer le contrôle des décisions relatives à l'exécution des peines. Il s'agit du grand problème de la judiciarisation.

La sympathie du Gouvernement va à la solution qui consiste à confier ce pouvoir aux magistrats, car ce sont eux qui ont pris d'abord la décision de condamnation. Ce pas important doit être franchi le premier dans l'ordre des travaux législatifs et des préoccupations gouvernementales. Nous serons donc conduits à soumettre cette question à l'Assemblée dans le courant de la session de printemps.

L'amendement n° 28 de M. Séguin mentionne la date du 31 mars. Il ne me paraît pas possible de la retenir. Mais c'est un point mineur. En outre, l'injonction au Gouvernement ne me semble pas non plus devoir être acceptée dans une telle hypothèse.

Mais soyons clairs : le Gouvernement soumettra à l'Assemblée, dans le courant du printemps 1982, les modalités nouvelles relatives au contrôle de l'exécution des peines.

S'agissant des aspects fondamentaux du droit pénal en général — système des pénalités, échelle des peines et périodes de sûreté susceptibles de les affecter — je répète que le Gouvernement souhaite insérer les réformes dans le cadre d'une refonte complète de notre système de droit pénal.

De toute façon, actuellement, nous avons des dispositions qui pourvoient à toutes les exigences et répondent à toutes les interrogations — elles vont, je le rappelle, jusqu'à dix-huit ans, pour les condamnés qui ont commis les crimes du type auquel on pense : dix-huit ans à partir des condamnations qui interviendront nécessairement dans l'avenir. La période de sûreté existe donc, et elle affecte ceux qui vont être condamnés.

Entreprendre à la minute où nous sommes une rénovation partielle de tel ou tel point du code pénal, établir une sorte de projection pour voir ce qui se passera durant une période qui finira à l'horizon de l'an 2000 ne me paraît pas relever du meilleur travail législatif.